

# De l'antiracisme à l'« apartheid » | Existe-t-il un multiculturalisme à la française ?

Synthèse de la Rencontre du 3 mai 2016, Paris

**Lors de sa Rencontre du 3 mai 2016, l'Institut Thomas More a eu le plaisir de recevoir Mathieu BOCK-CÔTÉ, sociologue (Ph.D.), chargé de cours à HEC Montréal, chroniqueur au *Journal de Montréal* et auteur de *Le multiculturalisme comme religion politique* (Le Cerf, 2016).**

Les thèmes que Mathieu BOCK-CÔTÉ traite sans fard dans son livre *Le multiculturalisme comme religion politique* – multiculturalisme, identité, rejet de la culture traditionnelle, confiscation démocratique – sont ceux qui, on peut en être assuré, domineront l'actualité politique des prochaines années, à commencer par le scrutin présidentiel en France de l'an prochain.

En effet, terrorisme, crise des migrants, tensions sociales, montée du vote protestataire : le moins que l'on puisse dire, c'est que la cohésion de la société française est mise à rude épreuve. Comme le dit de manière convaincante Laurent Bouvet, « *l'insécurité culturelle* » domine désormais toutes les autres dans l'esprit des Français : si les inquiétudes économiques et sociales demeurent naturellement, la peur d'un changement profond de culture et de mode de vie, alimentée par la mondialisation comme par l'immigration et leurs conséquences, a pris ces dernières années une place inédite et considérable.

---

Comment l'expliquer, alors que son « modèle républicain » était censé protéger la France des excès du multiculturalisme ? Comment expliquer que le premier ministre Manuel Valls soit allé, après les attentats de 2015, jusqu'à dénoncer « *l'apartheid territorial, social, ethnique* » qui rongerait notre pays ? De quel échec une telle déclaration est-elle le signe ?

Eh bien, pour Mathieu BOCK-CÔTÉ, c'est l'échec de ces quarante dernières années, c'est l'échec de ce qu'il considère comme la révolution entamée par mai 68. Pour lui c'est l'échec de la gauche qui, devant l'effondrement du marxisme, a inventé l'égalitarisme identitaire et a, en quelque sorte, confisqué la démocratie en empêchant qu'on pense et qu'on agisse hors des cadres qu'elle a su imposer.

Avec lui, il convient donc de nous demander si la société multiculturelle dans lesquelles nous vivons de fait, que cela nous plaise ou non, n'est pas en train de se désintégrer sous nos yeux. De nous demander dans quelle mesure la victoire du multiculturalisme a transformé en profondeur notre société. Et de nous demander comment en prendre lucidement acte et par quelles voies il sera encore possible de rebâtir une société pacifiée.

La parole à notre invité.

## Mathieu BOCK-CÔTÉ

Dans la pensée anglo-saxonne, et plus particulièrement, chez les élites intellectuelles nord-américaines, le cas est généralement entendu : la France serait l'Union soviétique des minorités. On s'imagine la France à la manière d'une puissance jacobine écrasant ses minorités sous une identité homogène imposée par un État central au service exclusif de la population de souche. Derrière les révoltes et les émeutes, et peut-être même derrière le terrorisme islamiste qui a frappé à plusieurs reprises le pays en 2015, on trouverait une cause profonde : le refus de la France de s'ouvrir à la diversité. La France serait l'incarnation même de l'État-nation impénitent : elle en paierait le prix. À trop comprimer sa pluralité culturelle, elle éclaterait.

On sait que certaines figures majeures de la classe politique française endossent spontanément ce point de vue : après les attentats de *Charlie Hebdo*, Manuel Valls, sans trop s'en rendre compte, a livré un singulier plaidoyer de culpabilité en présentant la situation des banlieues comme une forme d'« *apartheid à la française* ». Faut-il comprendre que la situation des immigrés, en France, est comparable à celle des Noirs en Afrique du Sud, qui subissaient une discrimination inhumaine, fondée sur une pensée authentiquement raciste ? Les autorités françaises, en s'accusant ainsi d'avoir longtemps cautionné un système, ne se miraient-elles pas dans une vision caricaturale de la France ? Certes, cette vision pénitentielle est dominante dans la vie publique de la plupart des nations occidentales, mais il y a quelque chose de particulier à voir un pays qui vient de subir une agression sauvage se sentir un peu coupable de l'attaque qu'on lui inflige.

## La France, pays pleinement converti au multiculturalisme

Mais cette certitude mérite quand même d'être questionnée : est-ce qu'on peut vraiment dire que la France, depuis trente ou quarante ans, résiste à sa conversion à l'idéal diversitaire ? Peut-on dire qu'elle se braque contre le multiculturalisme ? C'est une étrange vision des choses, car la France, quoi qu'on en dise, a participé pleinement à la conversion généralisée des sociétés occidentales au multiculturalisme.

On définira ce dernier ainsi : le multiculturalisme est un régime fondé sur l'inversion du devoir d'intégration. Ce n'est plus à l'immigrant à prendre le pli de la société d'accueil mais à cette dernière à transformer ses institutions et sa culture pour accommoder la diversité qui s'exprime à travers de nombreuses revendications « d'accommodements raisonnables », pour le dire à la canadienne. Dans cette perspective, la culture de la société d'accueil n'est plus qu'une culture parmi d'autres. Elle ne devrait d'aucune manière se présenter comme une culture de convergence, ou comme une identité collective fondatrice. En fait, il lui restera seulement un privilège négatif : elle devra faire pénitence, pour s'excuser, en quelque sorte, d'avoir « dominé » les autres cultures pendant longtemps. L'heure serait venue de la décolonisation intérieure des sociétés occidentales.

**« Dans la perspective multiculturaliste, nous sommes tous des immigrants et ceux qu'on appelle à tort ou à raison les « Français de souche » auraient usurpé l'identité nationale en prétendant avoir un lien privilégié avec elle. »**

Dans la perspective multiculturaliste, nous sommes tous des immigrants et ceux qu'on appelle à tort ou à raison les « Français de souche » auraient usurpé l'identité nationale en prétendant avoir un lien privilégié avec elle. L'histoire du monde serait celle d'un incessant flux migratoire et un pays ne serait rien d'autre que l'histoire de ces flux sur son territoire. Il faudrait se délivrer de l'idée de cultures enracinées, de peuples ancrés dans une communauté politique auxquels il faudrait s'acculturer pour s'intégrer. Le multiculturalisme pousse à la dénationalisation du monde.

La conversion de la France au multiculturalisme ne date pas d'hier, même si elle représente une rupture relativement récente dans l'histoire d'un pays qui avait tout pour ne pas se laisser bernier par les légendes diversitaires. On pourrait évidemment se référer aux années 1970 et au premier consentement à l'immigration massive. Mais le vrai tournant se trouve au début des années 1980, dans le cadre du premier mandat de François Mitterrand, quand la gauche, constatant l'échec du socialisme au pouvoir, se convertira à l'antiracisme militant, qui très vite, se donnera comme projet la criminalisation de la nation. L'antiracisme ne sortait pas du vide : il s'agissait de l'adaptation française de l'idéologie multiculturaliste née du croisement d'un marxisme en décomposition et des revendications issues de la contre-culture.

## Les acteurs de la conversion française au multiculturalisme

On connaît les termes de cette mutation idéologique majeure : dans l’imaginaire de la gauche radicale, l’ouvrier, qui n’avait pas voulu servir de chair à canon révolutionnaire, sera remplacé par le minoritaire identitaire, le patron sera déclassé par le majoritaire, souvent présenté de manière caricaturale comme « l’homme blanc hétérosexuel », et on cessera de critiquer le capitalisme pour désormais cibler la nation et la civilisation occidentale. Peu à peu, cette vision deviendra dominante à gauche – il faut dire qu’elle le devenait aussi au même moment dans les autres sociétés occidentales. Le travail de la déconstruction nationale devenait de plus en plus explicite : cette vision culminera à la fois dans la stratégie Terra Nova de 2012 et dans le rapport Tuot **(1)** qui sera présenté au gouvernement français dès les premiers temps de la présidence de François Hollande.

**« La droite elle-même est tentée par le discours multiculturaliste : elle croit peut-être y voir une forme de ruse électorale et politique pour doubler la gauche dans la grande quête de la modernité médiatique. »**

Cette entreprise de conversion idéologique ne sera pas portée exclusivement par la gauche, toutefois. On le sait, la droite française a longtemps eu la fâcheuse habitude de plier l’échine devant l’hégémonie idéologique d’une certaine gauche progressiste qui, jamais, ne doutait de représenter le camp du bien. Peu à peu, elle a abandonné sa défense de la nation, pourtant inscrite dans la tradition gaulliste, pour se rallier à une vision strictement économique de la société, comme si la question identitaire ne se posait pas, ou au mieux, n’était qu’un souci résiduel dans un monde d’abord soucieux de croissance.

La droite elle-même est tentée par le discours multiculturaliste : elle croit peut-être y voir une forme de ruse électorale et politique pour doubler la gauche dans la grande quête de la modernité médiatique, sans se rendre compte qu’elle adopte alors un logiciel idéologique profondément hostile à l’idée de nation.

Autre relais dans cette conversion idéologique de la France au multiculturalisme : les institutions européennes (et on pourrait dire aussi les grandes institutions internationales) qui adoptent la vision multiculturaliste et qui poussent chaque nation à se plier à de nouvelles normes disqualifiant peu à peu ce qu’on pourrait appeler la légitimité nationale. On aurait tort de relativiser le rôle de ces institutions dans la diffusion progressive d’un multiculturalisme se réclamant de l’extension des droits de l’homme et des minorités dans l’ensemble des sociétés européennes.

---

**(1)** Thierry Tuot, *La grande nation. Pour une société inclusive*, rapport au Premier ministre, février 2013.

---

## Se délivrer de l'idéologie multiculturaliste

Et pourtant, la question identitaire revient parce que les nations ne sont pas de pures fictions idéologiques mais des réalités profondément ancrées dans l'histoire dont on ne saurait décréter bêtement et simplement la déconstruction ou la disparition. Chaque nation, à sa manière, cherche à renouer avec la part la plus substantielle d'elle-même : chacune se souvient qu'elle n'est pas qu'une association d'individus blindés dans leurs droits mais une réalité historique profonde, dans laquelle l'identité féconde la citoyenneté, et inversement. Et on ne saurait se contenter d'une vision édulcorée de l'identité. Par exemple, il y a quelque chose d'un peu triste à voir l'identité française réduite à la seule laïcité, aussi indispensable soit-elle, ou aux seules valeurs républicaines, aussi respectables et admirables soient-elles aussi.

**« Un pays n'est pas qu'une construction juridique imaginaire. Et un peuple est une communauté de mémoire et de culture politiquement constituée. »**

Un pays n'est pas qu'une construction juridique imaginaire. Et un peuple est une communauté de mémoire et de culture politiquement constituée. Ce n'est pas qu'une population interchangeable avec une autre : il y a dans cette forme d'illusion médiatique entretenue par une certaine frange des sciences sociales une forme terrible de pauvreté anthropologique qui témoigne d'une désolante conception de l'être humain.

Ce qui semble échapper à la philosophie politique contemporaine, à quelques exceptions près, c'est la question des mœurs. La laïcité, autrement dit, n'est pas qu'un principe universel désincarné que chacun peut définir selon ses préférences : c'est une culture, une manière de vivre, qui réfère, dans le cas présent, à un art de vivre à la française, à une certaine manière d'habiter le monde. De même, au Québec, pour prendre un autre exemple, on ne saurait présenter le français simplement comme une langue de communication alors que c'est à travers elle que s'exprime la part la plus intime de l'être québécois.

On en revient au point de départ : le multiculturalisme n'est pas une doctrine modérée visant simplement à élargir les conditions de l'hospitalité occidentale. C'est une idéologie radicale qui pousse chaque peuple à s'extraire de son histoire et son identité pour devenir une simple population déculturée soumise à une entreprise de rééducation sociale et identitaire. C'est une gangue idéologique qui inhibe l'expression de l'identité nationale, qui l'étouffe, et qui culpabilise ceux qui voudraient y revenir. Et de ce point de vue, c'est une idéologie qui mérite qu'on la déconstruise et qu'on s'en délivre pour renouer avec une conception historique de la nation, sans laquelle la démocratie est condamnée à un triste assèchement, à un inévitable appauvrissement, à un certain effondrement.

---

## Questions-Réponses

**Vous avez, à la fin de votre exposé, présenté les assises sur lesquelles rebâtir un discours alternatif. Pouvez-vous nous dire si, au Canada (qui est le milieu politique que vous connaissez le mieux) et en France (dont vous êtes un observateur averti), vous voyez le vent tourner ? Votre analyse et votre vision sont-elles mieux entendues aujourd'hui qu'il y a deux ou cinq ans ?**

Oui, sans doute, mais il faut préciser. Le Canada est un pays dans lequel, comme partout ailleurs, il y a des gens qui remettent en question le multiculturalisme, mais fondamentalement il est inscrit dans la constitution et l'idéologie multiculturaliste est dominante parmi les élites. Quand les conservateurs étaient au pouvoir, de 2006 à 2015, ils ont, dans un guide destiné aux nouveaux citoyens canadiens, qualifié des crimes d'honneur de pratiques barbares. Justin Trudeau, qui était alors dans l'opposition et est aujourd'hui Premier ministre, s'était opposé à cette idée en affirmant qu'elle relevait de l'ethnocentrisme ... Et c'est lui aujourd'hui qui est premier ministre et il embrasse le multiculturalisme à la manière d'un dogme. C'est sur lui que reposerait le pays. Je ne suis donc, de ce point de vue, pas très optimiste et crois que le Canada va pousser l'expérience du multiculturalisme très loin.

**« Il y a chez nous une adhésion populaire spontanée à la critique du multiculturalisme. Mais le discours des élites est tout autre. »**

Au Québec, cela dit, la critique est vive et profonde, premièrement parce que nous avons quand même un peu de mémoire et que l'on sait qu'à l'origine, l'idéologie multiculturaliste nous était destinée et pas nécessairement pour de bonnes raisons... Le multiculturalisme a d'abord été pensé au Canada pour dénationaliser le peuple québécois en le transformant en communauté parmi d'autres dans le Canada pluriel.

Donc, le multiculturalisme a moins bonne réputation au Québec qu'ailleurs au Canada. Il y a eu un débat, entre 2012 et 2014, sur une « charte des valeurs » proposée par le gouvernement souverainiste du Parti québécois : en gros, elle proposait de redonner à la culture de la société d'accueil son statut de culture de convergence. Pour différentes raisons que je vous épargne, elle n'a pas abouti mais je crois qu'une proposition politique respectueuse de notre identité pourrait recueillir facilement 60% d'adhésion dans la population, et près de 70% chez les francophones. La Charte en elle-même était fortement soutenue par la population.

Je crois donc que le commun des mortels, sur ces questions, est globalement hostile aux fameux « accommodements raisonnables ». Cela ne veut pas dire qu'on est méchant, raciste ou intolérant. Il est évident que, dans une entreprise, si quelqu'un d'une confession particulière dit « Excusez-moi, aujourd'hui j'ai une fête religieuse particulière pour mon fils. Est-ce que je peux y aller ? », la grande majorité des gens dira « Vas-y, bien sûr. ». On appelle cela une forme de politesse, de cordialité, de gentillesse. Le problème c'est quand il y a une systématisation de ces revendications et qu'elles passent de la courtoisie aux droits fondamentaux. Moi, je suis prêt à m'accommoder avec tout le monde, si on me le demande une fois. Mais, si on transforme cela en droits fondamentaux, et si en plus, si j'en viens à dire non, je suis accusé de brimer des droits fondamentaux, alors là, je me braque ! Et je pense qu'une grande majorité des citoyens réagit de cette manière.

Je dirais donc qu'il y a chez nous une adhésion populaire spontanée à la critique du multiculturalisme. Mais le discours des élites est tout autre. L'opposition est donc profonde, reste à l'articuler politiquement. J'ai l'impression d'ailleurs que vous avez le même problème en France : l'opposition populaire est tout à fait profonde mais reste inarticulée politiquement, parce que la structuration du système politique français fait en sorte qu'une majorité potentielle ne parvient jamais à éclore pour différentes raisons.

**Comment expliquez-vous que les responsables politiques de droite ne résistent pas au multiculturalisme ? Qu'est-ce qui les motive à déstructurer la nation et à aller vers le multiculturalisme qui attise les tensions, comme vous le dites très bien ?**

Je traite ce point spécifique dans le dernier chapitre de mon livre. Fondamentalement, c'est ce que j'appelle la « *pathologisation* » du conservatisme. C'est-à-dire que l'on est devant une droite qui a été prise d'hypnose progressiste, on pourrait dire depuis la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, ou même un peu avant. Une partie de la droite, qui est souvent dominante, est terrorisée à l'idée d'avoir l'air de droite, et plus encore, à l'idée d'avoir l'air conservatrice.

A partir de là, elle cherche à doubler la gauche dans le progressisme, quelquefois au nom de l'Europe, quelquefois au nom de la diversité, quelquefois au nom du marché. Et elle abandonne progressivement toute forme de discours lié à l'enracinement, à l'identité nationale, à l'histoire et se laisse ainsi enfermer dans un piège idéologique. Si elle s'appuie sur les termes qui lui sont naturels, on l'enferme dans le récit du vingtième siècle où tout appel à la nation ou à l'identité nous conduit d'une certaine manière aux dérives, aux crimes, aux horreurs du totalitarisme du Troisième Reich. C'est la *reductio ad hitlerum*, la nazification de la nation. Un exemple : en 2009, lors du débat sur l'identité nationale, des intellectuelles très influentes, très importants, prétendirent qu'avec ce débat, on était en train de passer de l'étoile jaune à l'étoile verte...

Tout cela fait que le prix à payer pour défendre une vision conservatrice de la politique est de plus en plus élevé. Cela dégage un espace, on le sait, que les mouvements populistes ont pu s'approprier.

**« Quand la droite abandonne un thème – que ce soit la nation, l'histoire ou l'immigration –, la droite populiste s'en empare. Et quand elle veut s'en ressaisir, on l'accuse de « lepénisation » des esprits. »**

Quand la droite abandonne un thème – que ce soit la nation, l'histoire ou l'immigration –, la droite populiste s'en empare. Et quand elle veut se ressaisir de ce thème, on l'accuse de « lepénisation » des esprits. Autrement dit, une fois que la droite a abandonné certains éléments naturels de son conservatisme, elle ne peut plus y revenir sans se faire accuser de « s'extrême-droitiser ».

J'ajoute que la droite elle-même, pour s'épargner des soucis, se contente parfois d'une forme de pragmatisme étouffant qui, sous prétexte de refuser les grands débats nuageux, oublie le combat des idées et de la culture, oublie que la politique est aussi une question de philosophie politique.

**Je me permets d'ajouter que, sur le temps long, la France n'a pas de tradition conservatrice. Elle a une très belle école libérale, elle a une école réactionnaire mais elle n'a pas de conservateurs à la manière anglaise. D'ailleurs, le mot conservateur n'est pas employé dans le champ politique français, ou alors il est infâmant. Qu'en dites-vous ?**

**« Le conservatisme tel que je l'entends est une conscience, dans la modernité, de la finitude et de l'enracinement. »**

Je sais bien tout cela. Pour autant, je pense qu'il y a bel et bien une tradition conservatrice invisible en France. Le conservatisme tel que je l'entends – je ne vous surprendrais pas en vous disant que je ne prends pas tant modèle que ça du côté des îles britanniques... – est une conscience, dans la modernité, de la finitude et de l'enracinement.

La tentation des modernes, c'est souvent la tentation de la table rase, c'est la tentation du grand recommencement à zéro. La tentation des Modernes, c'est souvent un homme qui croit progresser en se déracinant, qui croit s'émanciper en se désincarnant. Le conservatisme tel que je l'entends n'est pas la condamnation en tant que telle de la modernité – nous apprécions tous je crois l'électricité, la médecine, les transports, les droits fondamentaux – mais un rappel de la part indispensable de l'histoire dans la conscience des communautés humaines, c'est-à-dire l'inscription de l'homme dans une histoire, dans une mémoire, par la médiation des cultures. C'est une conscience de la pluralité humaine.



---

C'est aussi une méfiance envers la tentation démiurgique du politique, la tentation utopiste, la tentation du grand recommencement à zéro au nom d'un ordre parfait. C'est une méfiance envers le rationalisme extrême en politique. De ce point de vue, je crois qu'il y a une tradition conservatrice française comme il y en a une dans tous les pays occidentaux. Mais je conviens que c'est une tradition qu'on peut dire empêchée, surtout depuis une cinquantaine d'années.

**Pour lutter contre cette idéologie, il faudrait s'intéresser à ses racines. Il me semble qu'on peut en voir deux. La première, c'est la morale de Rawls qui a théorisé le fait que la morale d'un pays doit être axée sur le soutien aux plus faibles et aux minoritaires. La seconde, c'est le relativisme culturel qui mène à ce nihilisme destructeur...**

La philosophie de John Rawls est complexe. Elle a dominé la philosophie politique américaine pendant plusieurs années. Encore aujourd'hui, on évolue dans le paradigme des théories de la justice, qu'il a mis en place. Je ne m'étendrai pas trop sur cette philosophie, sinon pour dire qu'elle est moins stimulante qu'on ne le croit. Elle propose une manière complètement désincarnée de faire de la philosophie politique.

Quant au relativisme culturel, on me permettra de faire une grosse nuance. C'est un relativisme tout à fait relativiste, à une exception près : la culture occidentale, qui est considérée par les multiculturalistes comme fondamentalement mauvaise et qui doit se réformer et expier avant d'avoir droit elle aussi aux accommodements qu'elle pourrait réclamer. Le relativisme culturel dont vous parlez repose en fait sur une diabolisation préalable de ce que l'on croit être, d'une manière ou d'une autre, la civilisation occidentale. Je suis d'accord, néanmoins, pour dire que le relativisme culturel, qui est un autre nom de la capitulation de l'intelligence, est l'un des graves problèmes devant la gestion des revendications minoritaires : on le voit lorsque certains proposent, au nom des droits fondamentaux, de banaliser le voile islamique, même lorsqu'il s'agit du niqab.

**Le XVIIIe siècle avait inventé le despotisme éclairé. Ni la République, ni la démocratie n'y ont mis fin...**

Le despotisme éclairé a ses racines dans l'histoire bien sûr mais je crois aussi que c'est une tendance de plus en plus forte de la démocratie contemporaine, une dénaturation de la démocratie contemporaine qu'on retrouve dans la valorisation de l'expertocratie et du gouvernement des juges.

Les élites pensent en effet que le peuple en lui-même est fondamentalement corrompu par des stéréotypes, des préjugés ou une certaine vision de l'histoire. Pour elles, le peuple ne serait plus digne d'exercer la souveraineté. Tant qu'on ne l'aura pas réformé, rééduqué, éclairé, le transfert de souveraineté s'opérera donc vers le gouvernement des experts, des technocrates et aussi le gouvernement des juges – qui est un gouvernement de plus en plus arrogant soit dit en passant –, qui s'accapare des espaces croissants de souveraineté.

**« Les élites pensent que le peuple est fondamentalement corrompu par des stéréotypes, des préjugés ou une certaine vision de l'histoire. Pour elles, le peuple ne serait plus digne d'exercer la souveraineté. »**

Ce qui reste aux élus est finalement un pouvoir assez mineur, un pouvoir de plus en plus limité. C'est un pouvoir administratif, de gestion, mais les orientations fondamentales n'appartiennent plus vraiment aux élus.

**Nos sociétés occidentales ne souffrent-elles pas d'abord et avant tout de l'individualisme, du chacun-pour-soi, d'un matérialisme dominateur qui prend le dessus sur la dimension spirituelle de l'homme ?**

Vous me permettrez une nuance. Je pense en effet qu'un certain individualisme, celui de la responsabilité individuelle, fait partie du patrimoine occidental à travers la figure de la personne, si centrale dans notre pensée. Il ne faut pas disqualifier la figure de l'individu. Pour autant, je suis d'accord pour considérer que l'individualisme compris comme une espèce d'enfermement de l'individu dans ses droits, imperméable à la communauté, est destructeur. Avec cet individualisme-là, la communauté n'existe plus qu'à la manière d'une machine à distribuer des services.

**Derrière cette volonté de déconstruction générale de nos sociétés et de nos cultures, n'y a-t-il pas quelque chose qui s'apparente à une tentation suicidaire ? Ne pourrait-on pas dire cela de l'Allemagne, par exemple, qui n'arrivant pas à supporter son histoire récente, accepte de disparaître en tant que nation, qui en ne faisant plus d'enfants et en accueillants des migrants en masse ?**

C'est intéressant. C'est un peu comme si l'Allemagne, en acceptant de recevoir un million de réfugiés, croyait enfin pouvoir trouver un grand moment rédempteur pour se laver de son histoire au vingtième siècle. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on peut comprendre la culpabilité historique ressentie par les Allemands. Mais, avec cet exemple, on voit jusqu'où peut aller cette vision selon laquelle une nation doit s'abolir pour renaître dans un grand acte d'expiation. J'ajoute que la décision d'Angela Merkel m'apparaît particulièrement irresponsable compte tenu des effets que l'Europe subira dans son ensemble.

Croire que l'on peut accepter un million de personnes comme ça, pour des raisons démographiques ou parce qu'on a besoin de main d'œuvre témoigne, de plus, d'une vraie faiblesse anthropologique de la raison contemporaine.

**« Le déni des cultures auquel on assiste, qui est un déni anthropologique, témoigne, d'une vision terriblement appauvrie de l'être humain. »**

Les populations deviendraient ainsi des catégories interchangeables : amenez-en un million ici, déplacez-en deux millions là... Mais les humains ne sont pas des robots ! Il y a une forme de « déni des cultures », comme l'a montré Hugues Lagrange (2), qui est renversant dans une telle vision. Comme si on croyait que les cultures n'étaient que des stocks de coutumes périmées que les hommes pouvaient laisser de côté, comme si la culture nous était extérieure : j'arrive quelque part, je me débarrasse de ma culture et m'en approprie une nouvelle comme j'achète un nouveau portable.

**Comment peut-on lutter contre le multiculturalisme quand la culture et l'histoire dans lesquelles on doit s'enraciner commencent à disparaître ? Comment fait-on quand des générations entières ont perdu, ou sont en train de perdre, le sens de leur histoire et de leur culture ? Comment faire pour les revivifier ?**

C'est une question fondamentale, qui se pose partout. La victoire contre le multiculturalisme présuppose en effet une reconquête de soi, une victoire sur le déploiement de dispositifs inhibiteurs qui a fait en sorte que l'expression de l'identité nationale était donc inhibée, empêchée, de mille manières : tant par la « ringardisation » de la culture populaire, que par la disqualification du patrimoine culturel, littéraire et artistique du pays, que la disqualification de la mémoire elle-même.

Nous ne vivons plus dans un monde où les traditions sont partout présentes au jour le jour, en nous rappelant que nous entrons dans un monde qui nous précède et qui nous survivra. Mais nous avons besoin de transcender un présent fuyant. Nous avons besoin d'un cadre structurant, de nous inscrire dans la durée. Ce qui joue le rôle de la tradition pour les modernes, c'est l'histoire, c'est-à-dire le récit que nous nous racontons à nous-mêmes d'une expérience historique collective qui se poursuit et qui mérite d'être poursuivie.

Mais quand l'histoire est culpabilisée, quand l'histoire est criminalisée, c'est la condition-même du lien social moderne qui disparaît. La condition du lien social dans la modernité est le remplacement de la tradition par l'histoire. Donc, à partir du moment où la vision

---

(2) Hugues Lagrange, *Le déni des cultures*, Paris, édition du Seuil, 2010.



culpabiliste, repentante et pénitentielle de l'histoire l'emporte, c'est la condition-même du lien social qui se défait.

**« La condition de la victoire est une reconquête de soi, c'est-à-dire une réappropriation de notre héritage culturel. Cela passe à la fois par l'école et, dans l'espace public, par la revalorisation des mœurs du pays. »**

Je répète donc que la condition de la victoire est une reconquête de soi, c'est-à-dire une réappropriation de notre héritage culturel. Cela passe à la fois par l'école et, dans l'espace public, par la revalorisation des mœurs du pays. Et cela passe aussi par un discours politique qui libère l'expression de l'identité nationale, et plus largement de la civilisation dans laquelle nous vivons, du corset idéologique dans lequel on l'a enfermée. Je sais bien que certains nous diront que notre culture est tellement décomposée qu'ils ne lui voient plus de titre à (re)devenir la culture de convergence, qu'elle ne mérite pas qu'on l'embrasse.

Je ne vais pas jusque-là. Je crois que notre culture, même abîmée, mérite d'être défendue. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne doit pas être restaurée et reconstruite.

**Il me semble que le multiculturalisme est déjà une réalité mondiale, à travers l'ONU et les 193 États qui la composent. Ne menez-vous pas un combat d'arrière-garde qui fait fi de la réalité du monde dans lequel nous vivons, que cela vous plaise ou non ?**

J'ai peur qu'on s'entende mal sur les mots. Vous aurez compris que, dans mon exposé, par multiculturalisme je n'entendais pas parler de la diversité du monde ou des civilisations... Il va sans dire que je ne confonds pas les choses et je me demande ce qui, dans mon exposé, a pu vous faire croire que je condamnais la pluralité humaine. J'ajouterais même que la véritable pluralité humaine est attaquée par l'idéologie du multiculturalisme. Le multiculturalisme dont je parle n'est pas la pluralité des civilisations et des cultures, mais une idéologie qui entend déconstruire les rapports d'intégration dans les pays occidentaux.

Par ailleurs, il faut évidemment accorder ses droits à la pluralité du monde et croyez bien que je suis de ceux qui chantent la pluralité dans le monde ! Lorsque je viens en France, je suis heureux que cela ne ressemble pas à New York. Lorsque je vais à New York, je suis heureux que cela ne ressemble pas à San Francisco. Et, quand je vais en Hongrie, je suis heureux que cela ne ressemble pas à l'Italie. Je tiens à cette pluralité des peuples. Et je suis pour les lois de l'hospitalité. Quand des gens arrivent chez nous, je veux que l'on accorde, que l'on se prête aux lois élémentaires de l'hospitalité. Mais je ne crois pas que l'hospitalité implique que l'hôte ne soit plus chez lui.

**Peut-être une dernière suggestion dans la lutte contre l'idéologie multiculturaliste : ce serait une modification de nos lois sur la liberté d'expression. Qu'en pensez-vous ?**

Alors, j'ai un point de vue particulier sur ce point-là, je le confesse tout de suite. J'ai une conception tout à fait maximaliste de la liberté d'expression. C'est-à-dire que, hors de la diffamation et de l'appel au meurtre (ou ce genre de choses), je considère qu'on ne devrait en aucun cas déterminer dans la loi ce que l'on a le droit de dire ou de ne pas dire. Je dois vous avouer que le rapport à la liberté d'expression en France me semble étrange. Et devant le pouvoir donné à certaines associations de poursuivre, au gré de leurs humeurs, et en plus avec des fonds publics, tel chroniqueur, tel éditorialiste, tel philosophe, qui a dit quelque chose qui s'éloigne du catéchisme du jour, je vous confesse que je me sens, dans ces moments-là, furieusement Nord-américain !



**Paris**

20, rue Laffitte – F-75 009 Paris  
+33 (0)1 49 49 03 30

**Bruxelles**

Rue de La Fauvette, 92, B-1180 Bruxelles  
+32 (0)2 374 23 13

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)  
[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions: obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl, et faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, juillet 2016